



Séance ordinaire du jeudi 30 mars 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trente mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Céline PINTARD, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Brigitte DEVOISSELLE, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Mylène MIFSUD, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Serge DESSEIGNE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI

Environnement - Réseau public de distribution de chaleur renouvelable - Choix du mode de gestion - Approbation

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole s'est substituée à ses communes membres desservies en réseau public de chaleur et de froid, au sein des contrats en cours, l'article L. 5211-25-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) disposant que « *les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties* ». La Métropole est donc Autorité Organisatrice de la Distribution d'Énergie (AODE). A ce titre, elle exerce sa compétence de création, aménagement, entretien et gestion des réseaux publics de chaleurs urbains sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Les réseaux publics de chaleur et de froid sur la ville de Montpellier sont actuellement développés et exploités via une délégation de service publique (DSP). Le délégataire est la société d'économie mixte SERM (Société d'Équipement de la Région de Montpellier). Le contrat arrive à échéance le 31 décembre 2030.

La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte a imposé aux collectivités territoriales chargées d'un service public de distribution de chaleur en service au 1^{er} janvier 2009, de réaliser un schéma directeur de leurs réseaux de chaleur. La Métropole s'est donc engagée dans cette démarche, en lien avec l'élaboration du Plan Climat Air Énergie Territorial.

L'étude a permis de révéler l'opportunité de création d'un nouveau réseau de chaleur renouvelable sur la partie nord de la ville de Montpellier (« *Nord Alco* »). Ce réseau s'étendrait du quartier Mosson Paillade jusqu'à celui Hôpitaux Faculté. Celui-ci serait basé majoritairement sur du bois énergie permettant de faire bénéficier aux abonnés d'une énergie à un coût maîtrisé et compétitif.

Compte tenu de l'échéance du contrat de DSP actuel, la création de ce nouveau réseau public de chaleur « *Nord Alco* » ne pourra pas être réalisée via ce contrat. En effet, la période d'amortissement des investissements serait trop courte et impacterait fortement le tarif de vente de la chaleur pour les abonnés ou la valeur nette comptable de la DSP. Il est donc nécessaire de prévoir un nouveau contrat spécifique pour la création et l'exploitation du réseau « *Nord Alco* ».

L'article L. 1411-19 du CGCT prévoit que les assemblées délibérantes se prononcent sur le principe de toute Délégation de Service Public à une société publique locale au vu d'un rapport présentant le document contenant les caractéristiques des missions dont il est question, après avoir recueilli l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux prévu à l'article L. 1413-1 du CGCT.

A cet effet, le rapport du choix du mode de gestion relatif à la concession de distribution publique de chaleur a donné lieu à une présentation et un examen en CCSPL, présidée par Madame Michèle CASSAR, en date du 7 mars 2023. La Commission a rendu un avis favorable sur le choix du mode de gestion à savoir une délégation de service public via un contrat de concession confié à la société publique locale SA3M (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole).

Ce même rapport a été présenté en Comité Social Territorial de la Métropole, présidé par Monsieur Joël RAYMOND, en date du 17 mars 2023. Le CST a rendu un avis favorable sur le choix du mode de gestion à savoir une délégation de service public via un contrat de concession confié à la société publique locale SA3M.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le choix du mode de gestion du service public de la concession de distribution publique de réseau de chaleur via une délégation de service public qui sera confiée à la société publique locale SA3M ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 25 voix

M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Hind EMAD, Mme Régine ILLAIRE, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 12/04/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 12 avril 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230330-225521-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 12/04/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.